

Mons-Borinage en grève deux jours

ENSEIGNEMENT

Le mercure monte dans les écoles. Comme les examens démarrent, les profs rongent leur frein et se réservent pour la grève du 24 juin à laquelle appelle la FGTB. Ce n'est pas le cas partout.

Vendredi, la régionale Mons-Borinage de la CGSP-enseignement a invité ses affiliés à fermer les écoles officielles mardi et mercredi. Ceci a été décidé lors d'une assemblée, après consultation de chaque école ; les affiliés devaient indiquer s'ils voulaient répondre à l'appel à la grève de la CGSP-services publics et, si oui, comment. « *Ce n'est pas une décision d'état-major ou d'un noyau d'ultras*, dit Marc Menu, secrétaire régional. *C'est un choix pris dans les règles, par les affiliés.* »

Les pouvoirs organisateurs ont été prévenus dès vendredi ou samedi pour leur permettre de prendre leurs dispositions. Le syndicat leur a demandé d'organiser les examens de terminale (6^e secondaire) et les épreuves devant jury – les autres épreuves, s'il y en a, seront reportées.

Une même demande a été adressée à l'enseignement supérieur : les examens, en principe, y seront donc organisés.

Marc Menu précise que cette action n'est pas dirigée contre leur tutelle (Communauté française), mais contre le fédéral. Le syndicat en veut au saut d'index,

la loi Peeters, l'allongement de la carrière ou la baisse des pensions.

La régionale concernée couvre Mons, Quévy, Frameries, Quaregnon, Colfontaine, Dour, Boussu, Honnelles, Quiévrain, Hensies, Saint-Ghislain, Jurbise, Lens et Soignies. Soit une centaine d'écoles officielles. Mons-Borinage est la seule régionale de la CGSP-enseignement à engager des actions. S'en tenant aux consignes de la FGTB, la CGSP-enseignement n'appelle à la grève que pour le 24 juin.

Grogne aux salaires

Depuis des mois, ça grogne dans les FLT – les services qui s'occupent du salaire des profs.

Le non-remplacement des fonctionnaires (on remplace un départ sur cinq) affaiblit ces services déjà à la corde. Vendredi, l'exécutif et les syndicats (CSC-services publics, CGSP et SLFP) ont signé un pré-accord, levant les menaces d'actions. La Communauté promet un renfort de 14 agents en 2017. Un groupe de travail étudiera d'ici la mi-octobre la charge de travail des agents FLT, débouchant « *si nécessaire* » sur des engagements. A l'appel de la CGSP, des actions de grève ont cependant touché lundi les FLT de Charleroi, Liège, Namur et Mons. A priori, ceci sera sans effet sur le versement des salaires, largement automatisé. ■

PIERRE BOUILLON